



Document trimestriel

La conjoncture économique

Pays de la Loire

Situation au 30/09/2012



Libre de diffusion sous réserve de mention de la source « Pôle emploi Pays de la Loire »

LA CONJONCTURE NATIONALE

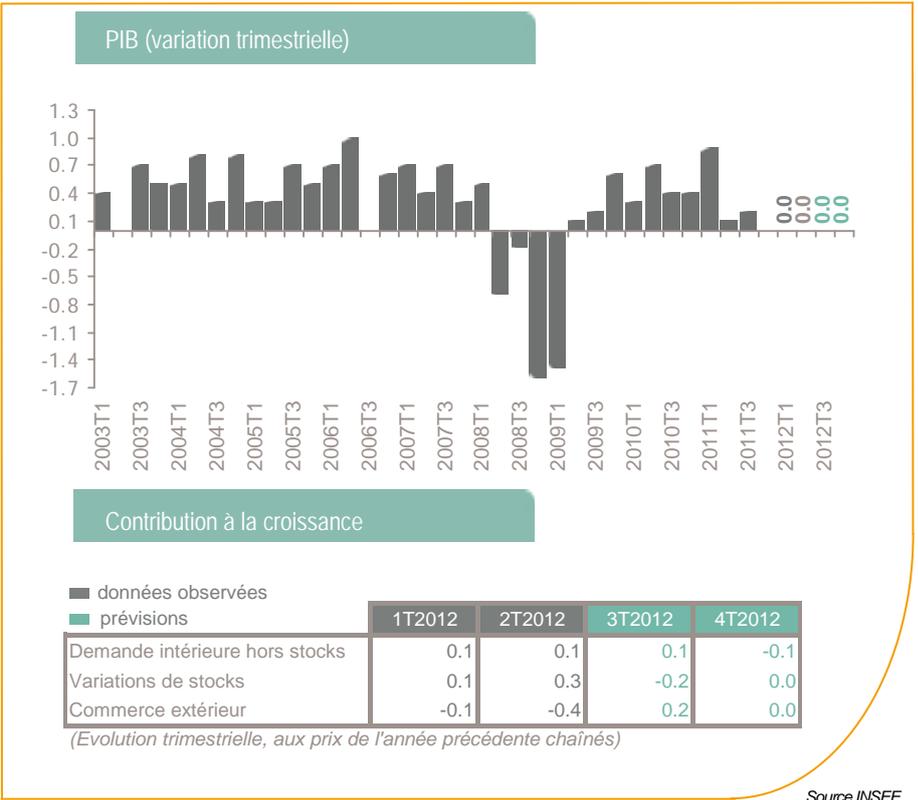
En avril dernier, les prévisionnistes de l'Insee anticipaient une stabilisation du PIB au 2ème trimestre 2012 et une légère progression pour la fin de l'année. La réalité a conforté ces prédictions pour le 2ème trimestre, puisque le PIB a effectivement stagné. Mais les prévisions pour le second semestre ont été revues à la baisse. Compte tenu de la baisse des exportations due au ralentissement de l'économie mondiale conjuguée à l'appréciation de l'euro qui a repris cet été, l'Insee anticipe une nouvelle stagnation du PIB.

Comme attendu lors des précédentes prévisions, les économies avancées ont ralenti au deuxième trimestre.

L'activité des économies avancées resterait bridée par les consolidations budgétaires en cours et par le ralentissement dans les pays émergents.

Les informations conjoncturelles de l'été laissent attendre, au second semestre, une croissance globalement atone dans les économies avancées. La zone euro entrerait en récession au troisième trimestre 2012, avec une évolution de nouveau négative (-0,2 %).

L'économie française serait à l'arrêt, avec une croissance nulle aux troisième et quatrième trimestres. Par rapport au scénario de la note de juin, les exportations sont revues à la baisse en raison du ralentissement de la demande mondiale, conjugué à l'appréciation de l'euro qui a repris cet été.



L'investissement des entreprises

L'investissement des entreprises a légèrement progressé au deuxième trimestre (+0,6 %), mais il reculerait au second semestre (-0,4 % au troisième trimestre et -0,7% au quatrième trimestre) du fait principalement de la faiblesse des débouchés. Le bas niveau des marges jouerait également défavorablement, tandis que depuis plusieurs mois, les conditions d'octroi de crédit sont stables en France et les taux de crédit obtenus par les entreprises ont baissé.

Source INSEE

Les ménages

Les mesures nouvelles de hausse de prélèvements obligatoires, notamment celles concernant les revenus du capital, affecteraient en grande partie des revenus qui sont en général épargnés à court terme. Les ménages amortiraient ainsi les conséquences de la baisse de leur pouvoir d'achat au second semestre 2012 en réduisant leur taux d'épargne. La consommation des ménages résisterait donc au second semestre (+0,1% au troisième trimestre puis -0,1% au quatrième). Au troisième trimestre, la consommation des ménages en biens manufacturés, notamment en produit d'habillement, rebondirait légèrement (+0,4 %). Mais les dépenses en services

marchands seraient stables (+0,0%) et les dépenses énergétiques ne resteraient pas au niveau exceptionnel du deuxième trimestre (-3,5%).

Dépenses de consommation des ménages

Données CJO-CVS en milliards d'euros, prix chaînés	juin-12	juillet-12	août-12	évolution sur 1 mois (%)	évolution sur 1 an (%)
- Alimentaire	14.819	14.832	14.772	-0.4	-0.4
- Biens fabriqués	20.667	20.800	20.639	-0.8	-0.4
automobiles	4.730	4.728	4.755	0.6	-1.2
équipement du logement	5.232	5.229	5.123	-2.0	1.0
textile-cuir	3.751	3.888	3.805	-2.2	-2.8
- Energie	6.507	6.540	6.419	-1.8	-1.6
Total	41.979	42.152	41.799	-0.8	-0.5
Produits manufacturés	36.360	36.513	36.153	-1.0	-0.9

(1) Biens durables : matériel de transport et équipement du logement.

(2) Autres produits manufacturés : la pharmacie, les pneus et les pièces détachées d'automobiles, l'édition (presse, librairie, disques), le bricolage, l'horlogerie-bijouterie, la parfumerie, l'optique photo et les articles divers.

Source INSEE

La production industrielle

Evolution de la production industrielle depuis un an * - Août 2012



* 3 derniers mois / 3 mêmes mois de l'année précédente

En Août 2012, l'activité des 3 derniers mois de l'industrie est inférieure de 2% aux trois derniers mois de l'année précédente. Hormis l'agroalimentaire (+0,5%), tous les secteurs affichent un repli. Les « industries extractives, énergie, eau, déchets » et les « équipements électriques, électronique ; fabrication de machines » enregistrent la plus forte régression (-2,7% chacun).

Depuis juin 2012, le climat des affaires a légèrement reculé dans les services (87 en septembre après 88 en juin) et plus nettement dans le bâtiment (94 après 97 en juin). Dans l'industrie, la baisse du climat des affaires est limitée (90 après 91 en juin), même si l'appréciation des industriels sur leur activité passée est nettement plus négative en septembre qu'en juin. En dépit de cette faiblesse du climat des affaires, la production industrielle a rebondi en juillet et son acquis de croissance pour le troisième trimestre est positif (+0,5%).

Source INSEE

Le solde commercial

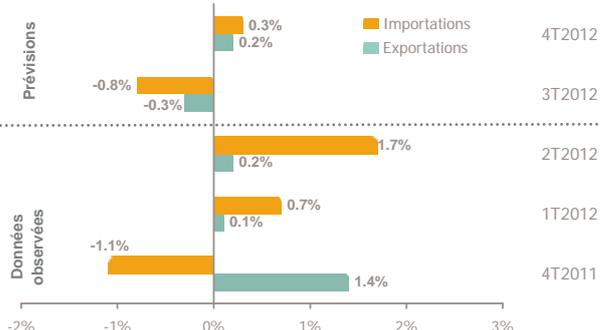
Après une hausse au 1er trimestre 2012, les importations affichent une forte augmentation au 2er trimestre 2012 (+1,7%).

En parallèle, les exportations maintiennent un rythme modéré de croissance (+0,2% au 2ème trimestre 2012 après +0,1% au 1er trimestre). Les exportations sont revues à la baisse en raison du ralentissement de la demande mondiale, conjugué à l'appréciation de l'euro qui a repris cet été. De fait, le commerce extérieur qui contribuait à la croissance au 4^{ème} trimestre 2011 (+0,7%), se dégrade au 1er trimestre 2012 et au 2^{ème} trimestre : -0,1% et -0,4%.

Au troisième trimestre, le solde commercial redeviendrait positif (+0,2%) avant de retomber dans la stabilité au dernier trimestre.

Source INSEE

Evolution des importations et exportations par trimestre



Les prévisions

Les prévisions pour la fin de l'année confirment l'arrêt de la croissance française, avec des taux d'évolution nuls aux troisième et quatrième trimestres. Les exportations sont revues à la baisse en raison du ralentissement de la demande mondiale. Divers aléas sont associés à ce scénario. Du côté de la demande interne, le principal aléa porte sur le comportement d'épargne des ménages : dans

l'hypothèse où la baisse du taux d'épargne ne compenserait que partiellement le recul du pouvoir d'achat, les dépenses des ménages et donc l'activité seraient affaiblies. Du côté de la demande extérieure, la croissance dans les pays émergents pourrait, à l'inverse, être plus forte que prévu si l'assouplissement passé de leur politique monétaire se mettait à porter ses fruits.

Source INSEE

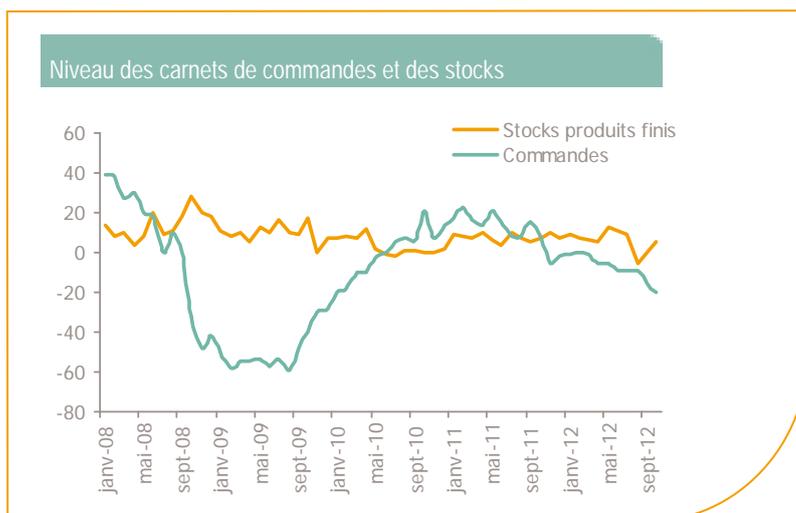
LA CONJONCTURE REGIONALE

L'activité des entreprises industrielles de la région a stagné en septembre 2012. A l'exception de la fabrication de matériels de transport qui poursuit son recul, les autres branches n'observent aucune évolution significative. Une faible progression des productions est attendue pour les prochaines périodes.

La demande fléchit. Les carnets de commande se sont encore dégradés.

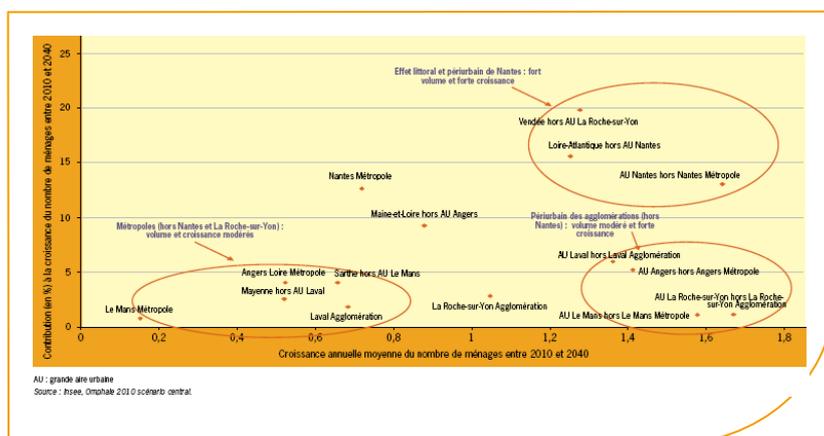
Les stocks de produits finis sont jugés conformes aux besoins dans une majorité de branches. Ils sont cependant assez lourds.

Le taux d'utilisation des capacités de production a très légèrement progressé en septembre, mais il s'inscrit largement en dessous de sa moyenne de longue période.



Source Banque de France

Pays de la Loire : 17 000 ménages à loger chaque année d'ici 2040



Entre 1990 et 2010, la région des Pays de la Loire a gagné plus de 20 000 ménages en moyenne chaque année, soit une croissance bien supérieure à la moyenne nationale (+1,2% en moyenne annuelle contre +1,6% en France métropolitaine). Vigueur démographique alimentée par les naissances et les apports migratoires, et diminution du nombre moyen de personnes par ménage sont les principales raisons de cet accroissement.

Le phénomène de desserrement des ménages (les ménages sont de plus en plus petits) a de multiples causes : vieillissement de la population (départ des enfants du foyer familial, décès du conjoint), mise en couple plus tardive des jeunes, séparations plus nombreuses. L'augmentation du nombre de ménages composés de personnes seules (+11 000 en moyenne annuelle) et de couples sans enfant (+8 700) a le plus contribué à la croissance du nombre de ménages au cours de ces vingt dernières années. Le nombre de couples avec enfants a diminué sur la période (-1 500 en moyenne annuelle) tandis que le nombre de familles monoparentales augmentait dans les mêmes volumes. Le nombre de ménages dont la personne de référence est âgée de plus de 40 ans a également fortement augmenté (+18 000). Conséquence du desserrement des ménages et de la dynamique démographique, le parc de logements s'est accru de 23 000 unités en moyenne par an dans la région au cours des vingt dernières années.

Le dynamisme démographique dans la région et la diminution de la taille moyenne des ménages continueraient d'alimenter fortement la croissance du nombre de ménages d'ici 2040. Si les tendances récentes en termes de fécondité, de mortalité et de migrations se poursuivaient, la région compterait alors près de 4,4 millions

d'habitants. La démographie serait ainsi toujours dynamique (+0,7% en moyenne annuelle) en dépit de l'augmentation du nombre de décès inhérent au «papy-boom». Ce dynamisme démographique serait accompagné d'une diminution du nombre moyen de personnes par ménage (2,3 en 2010 contre 2,1 en 2040), principalement sous l'effet du vieillissement de la population.

Pendant plus d'une décennie, la vigueur démographique de la région s'est accompagnée d'un étalement urbain conséquent et parfois anarchique, résultat de la difficulté pour les ménages de concilier désir d'accession à la propriété individuelle et contrainte budgétaire suite à l'augmentation des prix du foncier dans les pôles urbains. Illustrant ce phénomène, la part des logements de la région mis en chantier en périphérie des sept plus importantes aires urbaines s'est élevée de 14% au début des années 1990 à 27% dans les années 2000 à 2002, pendant que celle des pôles urbains correspondants baissait de 48% à 30%.

Les spécificités du parc ligérien se sont alors renforcées. L'augmentation, durant la même période de 45% à 66% de la part des logements «individuels purs» parmi les logements construits, a été supérieure à celle observée sur l'ensemble de la France métropolitaine, passée de 37% à 52%. Or, ces logements sont en moyenne nettement plus grands et plus consommateurs en foncier que les « individuels groupés » et les collectifs.

Si les tendances actuelles venaient à se poursuivre jusqu'en 2040, indépendamment des effets des politiques locales, les écarts de croissance du nombre de ménages resteraient importants entre les grandes agglomérations de la région et leurs périphéries. Les agglomérations du Mans, d'Angers, de Laval et de Nantes connaîtraient ainsi une croissance annuelle moyenne inférieure à 0,8%.

Source INSEE

Le commerce extérieur

Evolution des importations et exportations régionales



Avec une légère amélioration le solde commercial régional réduit son déficit au 2ème trimestre 2012. Ce résultat est lié à la progression plus rapide des exportations (+12,4%) conjuguée à la baisse des importations (-6,7%).

Le haut niveau des importations régionales s'explique en très grande majorité par la demande ligérienne en hydrocarbures naturels (28,4% du total, -11,4%). Les produits pharmaceutiques ont progressé de 10,4% (3,5% des importations) et les huiles et graisses végétales et animales, tourteaux de +6,8% (2,9% des importations).

Parallèlement, les exportations enregistrent une hausse de 12,4% grâce à la demande extérieure en produits de la culture et de l'élevage (+708%, 13,7% des exportations).

Source Ministère de l'Intérieur

LE CHOMAGE NATIONAL

Les Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois (catégorie A)

Depuis plus de 13 mois, la France enregistre une augmentation du nombre de ses demandeurs d'emploi en catégorie A. Ainsi, entre juillet et août 2012, 23 900 demandeurs de plus sont comptabilisés, soit +0,8%.

Au 31 août 2012, 3 011 100 personnes sont recensées. Sur un an, 253 900 demandeurs d'emploi supplémentaires sont comptabilisés, soit une progression de 9,2%.

Source – Pôle emploi – DIRECCTE -DARES

Evolution mensuelle comparée de la DEFM catégorie A (données CVS)

	août 2011	septembre 2011	octobre 2011	novembre 2011	décembre 2011	janvier 2012	février 2012	mars 2012	avril 2012	mai 2012	juin 2012	juillet 2012	août 2012
DEFM Pays de la Loire	129 827	131 162	133 062	133 484	135 248	136 045	136 091	136 853	137 346	139 570	141 712	143 316	144 020
Variation brute	-834	1 335	1 900	422	1 764	797	46	762	493	2 224	2 142	1 604	704
Variation relative	-0.6%	1.0%	1.4%	0.3%	1.3%	0.6%	0.0%	0.6%	0.4%	1.6%	1.5%	1.1%	0.5%
DEFM France	2 757 100	2 778 600	2 805 600	2 828 000	2 848 300	2 861 700	2 867 900	2 884 500	2 888 800	2 922 100	2 945 800	2 987 100	3 011 000
Variation brute	4 800	21 500	27 000	22 400	20 300	13 400	6 200	16 600	4 300	33 300	23 700	41 300	23 900
Variation relative	0.2%	0.8%	1.0%	0.8%	0.7%	0.5%	0.2%	0.6%	0.1%	1.2%	0.8%	1.4%	0.8%

Le taux de chômage

Après avoir atteint 9,5% au 1er trimestre 2010 (même niveau que fin 1999), le taux de chômage a amorcé une légère décroissance jusqu'au milieu de l'année 2011. Mais le troisième trimestre a marqué le retour à la hausse du chômage.

Au 2ème trimestre 2012, le taux de chômage atteint son plus haut niveau depuis 12 ans. Avec 9,7% affiché, la progression est encore de 0,1 point par rapport au premier trimestre de l'année. En lien avec la conjoncture attendue au second semestre, le taux de chômage français devrait continuer de progresser.

Evolution du taux de chômage – France métropolitaine



Source INSEE

LE CHOMAGE REGIONAL

Toutes les régions de France voient leur nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A augmenter sur un an. En données brutes, les Pays de la Loire se positionnent au cinquième rang des régions (hors DOM) les plus contributrices à l'augmentation du chômage (catégorie A) entre août 2011 et août 2012.

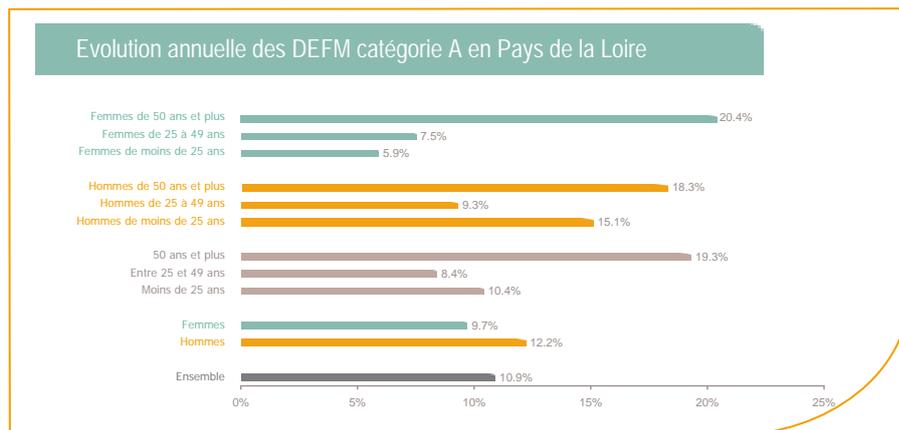
En données CVS, 144 020 demandeurs d'emploi sont inscrits en catégorie A à fin août 2012 sur la région.

Sur un mois, ce nombre progresse de 0,5%, soit un résultat plus encourageant qu'en France métropolitaine (+0,8%).

Sur un an, cet écart s'inverse entre la région et le national puisque les Pays de la Loire affichent une augmentation de 10,9% de sa demande d'emploi quand le national enregistre une progression de 9,2%.

Malgré les fortes augmentations enregistrées en 2009 et la montée plus soudaine au 3^{ème} trimestre 2012, la région est toujours bien positionnée en termes de chômage.

En effet, le taux de chômage ligérien est le plus faible de France (8,3% contre 9,7% au niveau national au 2^{ème} trimestre 2012). Les Pays de la Loire se hissent ainsi au premier rang, devant l'Île de France.



	août 2011	juillet 2012	août 2012	Evolution sur un mois	Evolution sur un an
Loire-Atlantique	49 067	52 766	53 246	0,9%	8,5%
Maine et Loire	29 304	32 781	33 166	1,2%	13,2%
Mayenne	8 224	9 384	9 414	0,3%	14,5%
Sarthe	21 530	23 996	24 066	0,3%	11,8%
Vendée	21 702	24 389	24 128	-1,1%	11,2%
Pays de la Loire	129 827	143 316	144 020	0,5%	10,9%

En août 2012, les demandeurs d'emploi (catégorie A) de 50 ans et plus enregistrent la plus forte évolution annuelle (+19,3%). En conséquence, le nombre de femmes de 50 ans et plus s'est accru de 20,4% entre août 2011 et 2012.

Au niveau géographique et sur un an, tous les départements affichent des évolutions orientées à la hausse. La Loire-Atlantique affiche la progression la plus modeste (+8,5%) suivie de la Vendée (+11,2%). La hausse est plus prononcée en Sarthe (+11,8%), Maine-et-Loire (+13,2%) et surtout en Mayenne (+14,5%).

En évolution mensuelle, la Vendée affiche la seule baisse (-1,1%). La Mayenne et la Sarthe affichent une progression de +0,3% de leur demande d'emploi suivies par la Loire-Atlantique avec +0,9% tandis que le Maine-et-Loire connaît une forte hausse mensuelle (+1,2%).

Source Pôle emploi Pays de la Loire - DIRECCTE

L'EMPLOI NATIONAL

Après une stabilisation au 1^{er} trimestre 2012, l'emploi salarié national (champ Unedic – données CVS) affiche une nouvelle régression au 2^{ème} trimestre 2012. 8 400 suppressions de postes sont recensées (-0,1%).

Cette atonie a engendré une faible diminution annuelle : -0,2%. Ainsi, de juin 2011 à juin 2012, la France a réduit son effectif de 32 300 salariés.

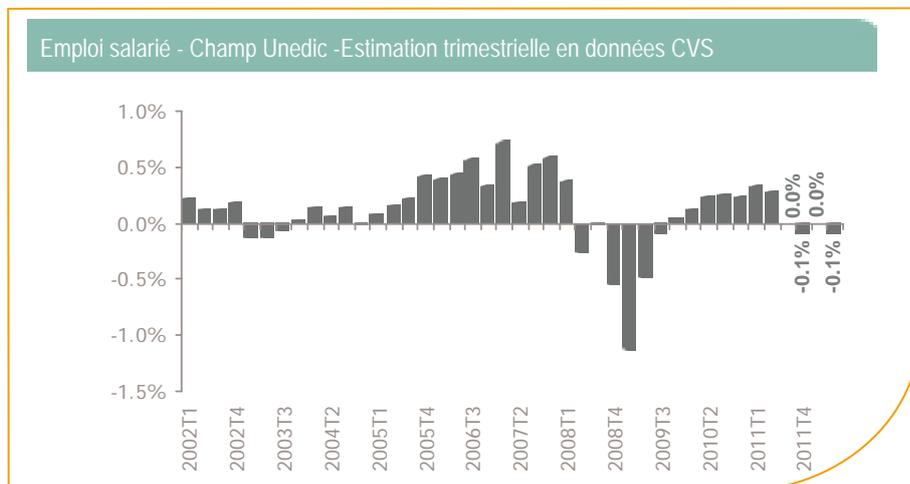
Au final, au 30 juin 2012, 16 543 400 salariés des secteurs concurrentiels sont recensés.

L'emploi industriel enregistre une nouvelle baisse (-0,2%, soit -5 700 postes de travail) qui conduit à un bilan annuel de -0,8%, soit -22 800 salariés.

L'emploi dans le secteur de la construction affiche une diminution d'effectifs de -0,1% au 2^{ème} trimestre 2012, soit -700 postes de

travail. Sur un an, de juin 2011 à juin 2012, l'emploi dans la construction régresse de -0,7% (10 800 postes font défaut).

Enfin, au 2^{ème} trimestre 2012, l'emploi dans le tertiaire reste stable : -0,0%, soit -2 100 emplois. Sur un an, les effectifs affichent la même dynamique : +0,0% (+1 000 emplois).



Source Pôle emploi

L'EMPLOI REGIONAL

L'emploi salarié régional enregistre sa 4^{ème} progression consécutive mais ralentit son rythme. L'augmentation se chiffre à +0,1% au 2^{ème} trimestre 2012, ce qui équivaut à un gain de 970 postes.

Cette nouvelle hausse conduit à une évolution annuelle des effectifs salariés de +1%, soit +9 500 emplois de juin 2011 à juin 2012.

Au 30 juin 2012, 970 200 salariés sont ainsi comptabilisés (données CVS).

Les Pays de la Loire se positionnent au 3^{ème} rang des régions créatrices d'emploi sur le trimestre. En croissance annuelle, les Pays de la Loire arrivent en 1^{ère} position devant Rhône-Alpes et Midi-Pyrénées.

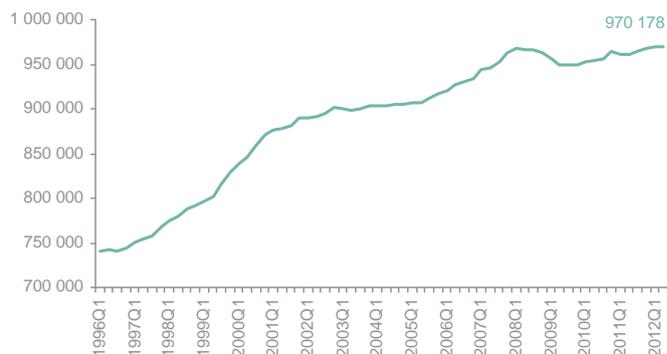
Les trois secteurs utilisateurs ne contribuent pas tous de la même manière au résultat régional.

L'industrie affiche une légère baisse d'effectif au 2^{ème} trimestre 2012 (-0,5%). De juin 2011 à juin 2012, le secteur enregistre 2 300 créations nettes de postes, soit +1,0%.

Au 2^{ème} trimestre 2012, la construction affiche une croissance de ses effectifs de +1%. Sur un an, les créations d'emploi s'élèvent à plus de 300 unités, soit +0,3%.

Enfin, le tertiaire voit ses effectifs progresser de 0,2% au 2^{ème} trimestre. Sur un an, le secteur enregistre la plus forte évolution positive avec une augmentation de 1,1%, soit près de 6 900 postes supplémentaires.

Evolution désaisonnalisée du nombre de salariés de l'ensemble des établissements affiliés



Evolution trimestrielle – 2^{ème} trimestre 2012 (données CVS)



Source Pôle emploi Pays de la Loire

L'emploi intérimaire

Evolution du nombre d'intérimaires (données CVS)



L'emploi intérimaire ligérien est entré en phase de régression depuis la fin du premier trimestre 2012. Malgré quelques soubresauts, la tendance est à la baisse.

Malgré cela, en août 2012, la région enregistre une hausse de +3%, soit 1 400 postes supplémentaires. Ainsi, le nombre d'intérimaires s'établit à 46 2100. Sur un an, 4 900 emplois ont été supprimés, soit une perte de -9,6%.

Ce mois-ci, les 3 grands secteurs sont partie prenantes dans les résultats. La construction enregistre la plus faible progression (+1,3%). Le tertiaire et l'industrie affichent des augmentations respectives de +2,9% et +3,8%.

En août 2012, les Pays de la Loire sont au 4^{ème} rang des régions ayant recours à l'intérim avec un taux de 4,7% contre 3,6% sur le plan national juste derrière la Franche-Comté, la Haute-Normandie et le Centre. Ce chiffre est en nette diminution (plus de 5% il y a 3 mois).

Source Pôle emploi Pays de la Loire

www.observatoire-emploi-paysdelaloire.fr

Le service Statistiques, Etudes et Evaluation est à votre disposition pour tout complément d'information

Contact : StatsPDL@pole-emploi.fr

Directeur de publication :
Gwenaël PROUTEAU

Directeur de la rédaction :
Hervé BONNET

Conception et réalisation :
Service Statistiques, Etudes et
Evaluation – Vincent RAGOT